



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

COMMUNIQUE

LES DESACCORDS CONFIRMES

Hier matin, Bernard THIBAULT, secrétaire général de la CGT, accompagné par Jean-Marc CANON, secrétaire général de l'UGFF, était reçu par messieurs Eric WOERTH Ministre du budget des comptes publics et de la Fonction publique, André SANTINI secrétaire d'Etat à la Fonction publique et leur directeur de cabinet, à la demande de ceux-ci.

Au cours de cet entretien d'un peu moins d'une heure, les profonds désaccords avec nos interlocuteurs se sont confirmés, en particulier sur le pouvoir d'achat et les effectifs.

Sur le pouvoir d'achat, Eric WOERTH, reprenant les termes qu'il avait utilisé avec d'autres responsables syndicaux a indiqué « *qu'il était prêt à discuter des marges de manœuvres budgétaires d'ici la fin de l'année* ». Il maintient par ailleurs que, selon lui, le pouvoir d'achat des fonctionnaires n'a pas baissé ces dernières années et que la valeur du point n'est pas un outil déterminant pour moduler le pouvoir d'achat des agents de la Fonction publique.

C'est une divergence complète avec la CGT. Bernard THIBAULT a rappelé que, pas davantage que leurs collègues du privé, les fonctionnaires n'étaient prêts à attendre encore longtemps des réponses concrètes à leurs légitimes revendications salariales.

Sur les effectifs, Eric WOERTH a déclaré que pour continuer à diminuer les effectifs de la Fonction publique –credo majeur du Président de la République et de son gouvernement-, il fallait réformer l'Etat.

Belle confession en réalité. Il ne s'agit donc pas d'améliorer la qualité des services publics rendus aux usagers mais, d'adapter les structures et d'abandonner des missions publiques pour une seule visée : **réduire l'emploi public**.

Pour la CGT, qui milite pour une Fonction publique encore mieux, au service de la population et des effectifs en relation avec ses perspectives, le désaccord est là aussi total.

Tout confirme la nécessité de l'intervention active des personnels, des salariés et des citoyens pour s'opposer à cette politique de régression sociale.

C'est ce à quoi la CGT, dans l'unité la plus large, va continuer à œuvrer.

Montreuil, le 6 septembre 2007